

Sécurité mondiale



Programme Paix et Sécurité internationales

No 1 • Septembre 2002

Mot du Directeur

de l'Institut québécois des hautes études internationales



Louis Bélanger,
Directeur de l'IQHEI

La rapide redéfinition des enjeux et des politiques de sécurité internationale auxquels nous sommes confrontés, particulièrement depuis les attentats du 11 septembre, a poussé les chercheurs de notre programme **Paix et Sécurité internationales** à lancer *Sécurité mondiale*. Cette nouvelle publication périodique de l'Institut a pour ambition d'offrir aux lecteurs les éclairages des meilleurs spécialistes, qu'ils soient universitaires ou praticiens, sur les conflits de toutes catégories qui menacent l'ordre international. Si on se fie à l'excellente qualité de ce premier numéro, l'objectif est atteint et *Sécurité mondiale* deviendra une référence incontournable pour ceux qui veulent décoder l'actualité internationale. Bravo à l'équipe éditoriale et longue vie à *Sécurité mondiale* !

Présentation du Directeur

du Programme Paix et sécurité internationales



Gérard Hervouet,
Département de science
politique

La tragédie du 11 septembre n'a pas provoqué une véritable césure dans la compréhension du concept de sécurité. Sa nature polymorphe et ses dimensions plurielles avaient été appréhendées bien antérieurement. La sécurité est à l'évidence mondiale mais est-elle véritablement mondialisée ? La question n'est pas anodine, elle peut nourrir une réflexion intéressante.

En retenant pour lancer cette publication modeste, le titre plus ambitieux de *Sécurité mondiale*, nous n'avons pas opté - avec le professeur Jean-Sébastien Rioux qui en sera le rédacteur - pour une couverture privilégiée du spectaculaire ou de l'événement fortement médiatisé. Ce genre

appartient à la sécurité mondialisée. Il retient ailleurs, dans d'autres publications du Programme Paix et sécurité, l'attention des chercheurs.

Sécurité mondiale ne se substitue pas totalement au bulletin sur *Le Maintien de la paix*. Les thématiques de ce bulletin - si importantes pour le Canada - se retrouveront sur le site www.iqhei.ulaval.ca de notre programme.

Sécurité mondiale veut sensibiliser son lectorat aux dimensions « construites » des conflits, à celles dans lesquelles l'individu témoigne du rôle qu'il joue ou a joué dans

une situation particulière. Cette publication entend ouvrir ses feuillets également à ceux et celles qui subissent les agressions ou les violences ou ont vécu des expériences qui, en raison de leurs perceptions individuelles, ne s'intègrent pas immédiatement dans une compréhension plus sociologique des grands enjeux les justifiant. *Sécurité mondiale* ne se limitera pas, bien sûr, au reportage de ces « lectures individuelles » illustrant, s'il le

fallait encore, les divers aspects d'une « insécurité humaine » en progression. On cherche également à traiter de conflits oubliés ou à rappeler, en brève synthèse, divers dossiers trop cloisonnés et réservés au monde des experts. Qui se souvient encore des Ibos du Biafra où des raisons pour lesquelles les États-Unis n'ont pas ratifié le traité d'interdiction complète des essais nucléaires, par exemple ? Toutes ces questions perdurent ; il nous appartient d'en prolonger la mémoire.

Le lectorat de *Sécurité mondiale* ne sera pas exclusivement celui des spécialistes ; il intégrera, nous le souhaitons, toutes les personnes qui ne considèrent pas avec indifférence l'environnement international et qui ont désormais pris conscience de ne pouvoir être exemptées de ses contraintes. *Sécurité mondiale* sera disponible sur le site du Programme Paix et sécurité mais une « version papier » sera également disponible. Cette publication est nécessairement appelée à prendre de l'ampleur, celle-ci sera cependant conditionnée par l'accueil réservé par les lecteurs et lectrices ■

où en sommes-nous?*



Jean-Sébastien Rioux,
titulaire de la Chaire
de recherche du Canada
en sécurité
internationale

Le bilan géopolitique depuis le 11 septembre 2001 se situe dans deux grands axes. La première conséquence internationale des événements du 11 septembre fut l'articulation de la « Doctrine Bush », le 20 septembre 2001, qui condamna le terrorisme sous toutes ses formes et traça la nouvelle division mondiale : on est avec les États-Unis, ou avec les terroristes. L'administration Bush porte main forte à plusieurs pays qui font face à diverses menaces « terroristes. » Discrètement, les unités spéciales américaines ont été déployées dans une vingtaine de pays pour appuyer les forces locales. Des ressortissants étrangers capturés en Indonésie, en Malaisie et aux Philippines sont envoyés secrètement à la base américaine de Guantanamo, où ils sont interrogés. Pire encore, certains sont envoyés

dans des pays tiers où les moyens d'interrogation sont plus vigoureux que ceux utilisés aux États-Unis. La campagne internationale antiterroriste se poursuit dans l'ombre ; les Américains demeurent les maîtres d'œuvre tout en bénéficiant de la coopération de plusieurs États arabes et musulmans, entre autres.

Cette coopération, cependant, risque de dérapage car d'autres éléments, dont un élément exogène aux agissements de la Maison - Blanche, ne cessent de menacer l'impératif de la lutte antiterroriste. Ces éléments sont : les événements au Proche-Orient et les menaces de guerre contre l'Irak.

Le président Bush ne contrôle évidemment pas les terroristes palestiniens. À ce qu'on sache, aucun lien direct n'existe entre *Al-Qaeda* et les groupes *Hamas*

et *Djihad*, mais ces événements déconcertent les Américains qui sont pris au piège par leurs actions et leur rhétorique : ils ne peuvent pas mettre de pression sur Sharon dans le contexte actuel. Il faudra rapidement trouver une solution à ce problème pour conserver certaines alliances avec des pays arabes.

Les événements de la dernière année risquent-ils de déclencher une « lutte entre civilisations » comme l'ont prédit certains observateurs ? Non, pas si la lutte antiterroriste se confine au démantèlement des groupes qui menacent la paix et la sécurité des citoyens. Les agissements américains, cependant, entraînent une montée d'anti-américanisme qui ne s'est pas vue depuis la guerre du Viêt-Nam. Afin d'éviter un dérapage géopolitique, on doit départer

les problèmes stratégiques et les résoudre individuellement : démantèlement des groupes terroristes privés ; résolution du problème au Proche-Orient, et enfin, le retour des inspecteurs d'armes de destruction massive en Irak.

Pourquoi les Américains s'acharnent-ils contre l'Irak ? Il faut savoir que l'opinion est partagée et les sages autour de la Maison-Blanche sont divisés en trois camps. Le premier camp, ceux qui sont en faveur d'une attaque, com-

prend les Richard Perle et les Paul Wolfowitz dont l'objectif est de renverser Saddam Hussein et de détruire une fois pour toutes la capacité de produire des armes de destruction massive. Ils font un parallèle entre les événements du 11 septembre 2001, où les Américains ont été attaqués par surprise, et les capacités potentielles de Saddam Hussein. Les coûts seraient moindres, estiment-ils, si une intervention rapide était privilégiée.

Un second camp se compose de 'vieux réalistes' qui sont contre une attaque contre l'Irak. Des sages tels que Henry Kissinger et Brent Scowcroft – on entend même le nom de George Bush Sr. – croient qu'une attaque contre l'Irak mettrait en péril la coalition antiterroriste et déstabiliserait le Moyen-Orient.

Un troisième groupe prône le statu quo : l'Irak est isolé et les États-Unis peuvent tenter de renverser Saddam Hussein autrement que par une invasion. James A. Mitchell III et Colin Powell, ainsi que la plupart des généraux du Pentagone, se trouvent dans ce camp.

La balle est maintenant dans le camp du Conseil de sécurité de l'ONU. Dans son discours du 12 septembre dernier, George Bush semble avoir tranché en faveur du second camp : la politique officielle est, à notre grand soulagement, de tenter de trouver une solution légitime et légale, en prônant une action multilatérale, du moins pour le moment.

Quoiqu'il arrive en Irak, une deuxième conséquence géopolitique à surveiller est une résultante inattendue de l'intervention américaine en Afghanistan : des centaines de combattants Talibans et des membres du réseau *Al-Qaeda* ont réussi à fuir l'Afghanistan et se regroupent au Pakistan et dans des pays tiers. Il me semble que la menace représentée par ce groupe de terroristes éparpillés et déterminés est beaucoup plus pressante pour les intérêts nationaux américains. Pour les intérêts canadiens aussi, étant donné que plus de 50 groupes terroristes œuvrent sur notre territoire. J'estime que la lutte antiterroriste internationale est juste, mais il faut équilibrer nos moyens et attaquer ce problème sur plusieurs fronts, pas seulement sur un front militaire. Nous suivons de très près ces événements et nous en ferons régulièrement état dans ce bulletin ■

La nouvelle division
mondiale :
on est avec
les États-Unis,
ou avec les terroristes

Sécurité mondiale

► **Rédacteur :**

Jean-Sébastien Rioux
Chaire de recherche du Canada
en sécurité internationale

► **Publiée par :**

*Le Programme
Paix et sécurité internationales
(Gérard Hervouet, Directeur),
Institut québécois des hautes études
internationales (IQHEI) Université Laval*

► **Supervision éditoriale :**

Claude Basset

► **Conception et réalisation :** **Alphatek**

*Le bulletin Sécurité mondiale est
accessible sur Internet à l'adresse suivante:
www.iqhei.ulaval.ca*

(* Quelques extraits de ce texte ont été tirés de mon analyse dans *Le Soleil*, 4 septembre 2002 p. A-17).

défi ou dilemme ?



Nelson Michaud, professeur à l'École nationale d'administration publique et directeur adjoint du Groupe d'Étude, de Recherche et de Formation Internationales (GERFI)

L'élaboration de la politique étrangère ne peut faire l'économie de valeurs intrinsèques à la population. Face aux événements qui ont frappé les États-Unis et du coup, le monde, il y a un an, un pays comme le Canada se trouve à une croisée de chemins importante. D'un côté, son statut de puissance moyenne dépend en très grande partie de l'influence qu'il exerce, au-delà de sa puissance militaire et économique, dans le concert des nations et cette influence est tributaire de la marge de manœuvre sur laquelle reposent ses interventions. De l'autre, sa proximité géographique des États-Unis, ses alliances militaires et son intégration économique de plus en plus grande dans le marché nord-américain l'incitent à ne pas faire la sourde oreille aux demandes de Washington. Quelle route doit-il privilégier ? Celle de la souveraineté ou celle de la sécurité aux normes dictées sur les deux rives du Potomac ?

En fait, on peut voir dans la valeur que représente la souveraineté en tant que vecteur des prises de décision en matière de politique étrangère, un élément d'explication intéressant. Certes, comme le propose Krasner, la souveraineté est un concept qui recouvre plusieurs réalités.¹ Une évaluation de la réponse première du Canada aux demandes américaines d'harmonisation des efforts révèle alors qu'on ne peut pas établir de manière absolue et sans nuance que la souveraineté canadienne a été sacrifiée, la souveraineté internationale légale étant épargnée.

Qui plus est, les prises de position plus récentes du gouvernement canadien tendant à témoigner un niveau plus élevé d'autonomie dans l'action. Dans l'éventualité d'un rôle en déclin de la souveraineté dans l'élaboration de la politique étrangère canadienne, on observerait soit une indifférence quant à la défense de cette valeur, soit une absence de réaction de la part du gouvernement à la suite d'une inquiétude exprimée face à la menace perçue envers cette valeur. Dans le cas d'une emprise,

l'inquiétude exprimée induira une réponse qui réoriente la politique en vue de protéger la valeur menacée. C'est vraisemblablement cette dernière option qui s'est avérée.

Au-delà de cette constatation, il est intéressant de noter ce qu'une telle conclusion signifie pour la conduite ultérieure de

la politique étrangère canadienne. Tout d'abord, comme le soulignait récemment le professeur Dennis Stairs², il peut être dangereux d'établir des politiques à long terme en se basant sur l'effervescence du moment. Si la réponse première du Canada a été adéquate à maints égards

comme l'ont souligné certains analystes³, elle s'est aussi avérée une action à la pièce, devant une situation nouvelle certes, mais qui ne pouvait constituer une politique définitive, d'où les modifications apportées à tout le moins dans l'empressement à reprendre.

Il semble donc de plus en plus difficile pour un pays comme le Canada d'établir sa politique étrangère en ne se basant que sur les facteurs externes. Ceci est d'autant plus important que la menace à la souveraineté

est un phénomène endémique : si elle semble davantage sous contrôle dans le cas de la lutte au terrorisme, cela ne signifie pas pour autant qu'il ne peut y avoir résurgence que ce soit dans ce cas-ci ou en d'autres.

Devant une telle importance accordée à la question de la souveraineté nationale, il est difficile d'affirmer sans détour que nous sommes en pleine ère post-westphalienne. Cependant, que l'on s'y dirige ou que l'on en subisse que l'influence encore distante, force est donc de considérer cette question de la souveraineté dans une perspective à plus long terme que l'immédiateté des propos du jour, car c'est dans cette perspective que les réponses ponctuelles doivent être élaborées pour prendre leur sens. Il ne faut donc pas confondre perspective et portée. C'est pourquoi sécurité et souveraineté ne doivent pas être considérées comme un dilemme, mais plutôt s'accommoder et se nourrir l'un de l'autre. Déjouer cette vision manichéenne d'opposition entre les deux concepts, voilà où réside le véritable défi de la politique étrangère canadienne ■

« il peut être dangereux d'établir des politiques à long terme en se basant sur l'effervescence du moment »

¹ Stephen Krasner, *Sovereignty: Organized Hypocrisy*. Princeton, Princeton University Press, 1999. Il délimite ainsi, la souveraineté domestique qui réfère à l'organisation de l'administration qu'un gouvernement exerce à l'intérieur d'un État, la souveraineté interdépendante qui se définit comme étant la capacité des autorités de contrôler les mouvements transfrontaliers, la souveraineté internationale légale, qui confère à un État sa reconnaissance internationale, et la souveraineté westphalienne, qui se traduit par l'exclusion d'acteurs extérieurs dans le processus domestique de gouverne.

² Comité permanent de la Chambre des communes sur les Affaires étrangères et le Commerce international, *Procès-verbaux*, 27 novembre 2001, <http://www.parl.gc.ca/InfoComDoc/37/1/FAIT/Meetings/Evidence/faitev45-f.htm>

³ Voir notamment les analyses qu'en font Albert Legault « Le Castor a-t-il encore des dents », *Le Devoir*; 23 janvier 2002, p. A9 et Marcel Belleau « Le Canada change son fusil d'épaule », *Le Devoir*; 12 janvier 2002, p. B9.

Dans cette chronique régulière, les chercheurs associés au Programme Paix et sécurité internationales et à la Chaire de recherche du Canada en sécurité internationale vous présenteront des informations sur un conflit ou une problématique d'actualité.

Pour cette première chronique, nous avons choisi de présenter le conflit civil au Soudan.

Saviez-vous que...

- Le conflit civil qui perdure au Soudan est un des plus « vieux » de tous les conflits actuels au monde ?
- Le Soudan (capitale: Khartoum) est le plus grand pays de l'Afrique avec plus de 2,5 millions de km² (soit 1,5 fois plus grand que le Québec).
- Le pays compte environ 34 millions d'habitants et le président est, depuis 1993, le Général Al-Bashir.
- La guerre civile perdure depuis 33 ans, avec seulement 11 ans de paix depuis l'indépendance de ce pays en 1956. Cette guerre oppose le gouvernement arabe et musulman du nord aux chrétiens et animistes noirs du sud.
- Les « rebelles » du Sud ne réclament même pas l'indépendance, mais plutôt l'autonomie et la sécularisation. Ils sont représentés par John Garang, le dirigeant du SPLA (Sudanese People's Liberation Army).
- Des négociations de paix entre le gouvernement et le SPLA avait commencé à Machakos, au Kenya, en juillet 2002, mais les combats ont repris ces dernières semaines et les pourparlers sont en suspens.
- La résolution de ce conflit est une priorité pour le Canada. Nous y envoyons des émissaires spéciaux depuis une dizaine d'années, l'actuelle étant la sénatrice Mobina Jaffer. Madame Jaffer représente donc le Canada aux différents forums qui traitent du processus de paix pour le Soudan.

Événements et conférences à venir

à l'automne 2002

Jeudi 19 septembre	Professeur Renéo Lukic Département d'histoire <i>Le conflit dans les Balkans durant la décennie 1990</i> (conférence-midi)
Jeudi 10 octobre	Mme. Chantale Quesney UQAM <i>Le conflit au Kosovo et la mémoire sur Internet</i> (conférence-midi)
Mardi 22 octobre	Professeur Stéphane Roussel Titulaire de la Chaire de recherche du Canada en Politiques de sécurité et de défense canadiennes, UQAM <i>Le périmètre de sécurité Nord américain</i> (conférence-midi)
Jeudi 24 novembre	M. Laszlo Pap Consul général de Hongrie à Montréal <i>La Hongrie et l'intégration aux institutions occidentales: OTAN-EU</i> (conférence-midi)
Jeudi 21 novembre	M. Vincent Cannistraro Ancien Directeur du contre-terrorisme à la CIA et du Conseil de sécurité national sous Ronald Reagan <i>Le rôle de la CIA durant la guerre en Afghanistan de 1980-1988</i> (conférence-midi)
Jeudi 5 décembre	M. Dany Deschênes IQHEI <i>Les intellectuels français et l'Autriche-Hongrie entre 1867 et 1914: une perception sécuritaire?</i> Conférence midi (12h-13h)